

**DECISION
DU PRESIDENT**
N° DECPR_2026_004

**Piscine de la Bretonnière – Tarifs complémentaires « Bien-être » et
« Animation »**

Le Président de Terres de Montaigu, Communauté d'agglomération,

*Vu la délibération du Conseil d'agglomération n° DEL20240212_03 en date du 12 février 2024 donnant délégation à Monsieur le Président de Terres de Montaigu,
Vu la décision n°DECTDM_19_017 en date du 14 mars 2019 portant création d'une régie de recettes Piscine de la Bretonnière,
Vu les décisions n°DECTDM_21_039 en date du 28 juin 2021, n°DECPR_2023_042 en date du 16 juin 2023 et n°DECPR_2025_045 en date du 09 juillet 2025 portant modification de la régie de recettes Piscine de la Bretonnière,
Vu l'arrêté n°ATDMAD_22_047 en date du 24 novembre 2022 portant nomination du régisseur et du mandataire suppléant de la régie de recettes Piscine de la Bretonnière,
Vu la décision n°DECPR_2024_052 en date du 02 juillet 2024 portant tarification des droits d'entrée à la Piscine de la Bretonnière,*

DÉCIDE

ARTICLE 1

A compter du 26 janvier 2026, les tarifs suivants sont ajoutés à la grille tarifaire des droits d'entrée à la Piscine de la Bretonnière :

DROITS D'ENTREE	TARIF
ENTREE UNIQUE	
En cas de panne d'un équipement « Bien-être » empêchant l'accès au sauna ou au hammam – Supplément Bien-être avec accès à un seul équipement sur les deux	1,90 €
ANIMATION	
Tarif « Animation »	6,00 €
Tarif « Animation » avec prestation simple	9,00 €
Tarif « Animation » avec prestation multiple	12,00 €

ARTICLE 2

Le régisseur et le mandataire suppléant sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera inscrite au registre des décisions et dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Vendée et au Comptable de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Fait à Montaigu-Vendée



Antoine Chereau
Président de Terres de
Montaigu Communauté
d'Agglomération
30 janv. 2026

*Certifiée exécutoire par le Président,
compte tenu de la réception en Préfecture
et de sa publication et/ou de sa notification.*

*La présente décision peut faire l'objet d'un
recours devant le Tribunal Administratif de
Nantes (6, allée de l'Île Gloriette – CS 24111
– 44041 NANTES Cedex) dans un délai de
deux mois à compter de sa publication et/ou
notification*